

# **36<sup>EME</sup> SESSION ANNUELLE DU FORUM CRANS MONTANA**

**FACE A DES CRISES MULTIPLES  
LE MONDE A LA RECHERCHE DE SON AVENIR...**

## **SESSION OFFICIELLE D'OUVERTURE**

**FACE A UN BOULEVERSEMENT PERMANENT  
L'ETAT DE NOS DEMOCRATIES PESE SUR NOTRE MONDE DE  
DEMAIN**

**PAR M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE  
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATEGIQUES**

**Bruxelles, 27 juin 2024**



**Monsieur le Président de la République de l'Union des Comores**  
**Président Fondateur du Forum de Crans Montana**  
**Excellences, Mesdames et Messieurs**

## **Introduction**

Le monde d'aujourd'hui fait face à une multitude de crises. Outre les guerres directes et les conflits, les principales préoccupations résident dans la montée des extrêmes, la fragmentation et la métamorphose du système mondial, les dysfonctionnements des chaînes de valeur économiques et logistiques, le surendettement des pays en développement dont, notamment, ceux appartenant au continent africain. L'émergence d'un « Sud Global » avec le Groupe des BRICS plus, devenu une réalité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, est un événement majeur dans un système mondial débridé.

Après la pandémie de la Covid-19, les scénarii les plus probables prévoyaient un nouveau monde plus équilibré, équitable et inclusif. La guerre en Ukraine, qui a démenti cette prévision, s'est trouvée elle-même mise en sourdine par la guerre entre Israël et le Hamas, qui reste ouverte sur toutes les options. C'est exactement ce qu'on supputait à l'égard de la crise de 2007-2008, dont on disait qu'elle allait favoriser la refonte du système économique et financier mondial.

Les défis existentiels que sont le changement climatique, la crise énergétique, les migrations illégales et le gap de développement croissant, sont relégués au second plan des priorités des organismes multilatéraux de gouvernance et des puissances mondiales.

La régionalisation reprend le dessus sur la mondialisation et le souverainisme se précise politiquement et économiquement. Le partage du pouvoir mondial connaît un début de bouleversement avec un « Occident déclinant », des Emergents incisifs et un « Sud Global » en affirmation.

La situation mondiale actuelle est appelée à durer avec la tendance au renforcement du groupement du Sud Global et de sa cristallisation à terme en pôle mondial agissant.

Après cette introduction, ma communication portera essentiellement sur le contexte mondial et la situation de l'Afrique dans un monde multi-crisis. Elle donnera un aperçu sur l'évolution démocratique au Maroc et les principaux chantiers de réformes.

## 1. Le contexte mondial

Le contexte mondial actuel est traversé par de multiples mutations. Certaines d'entre elles sont le fruit d'une évolution naturelle. D'autres sont en rupture avec l'ordre mondial du 20<sup>ème</sup> siècle, aujourd'hui périmé.

Il s'agit d'une remise en question du système de gouvernance mondiale, d'un décentrement progressif du centre de gravité mondial avec un rôle accru des acteurs émergents, notamment, les BRICS, dans les affaires économiques internationales, de la révolution digitale, des conséquences avérées du changement climatique, du creusement des inégalités en termes de développement humain entre les Nations et à l'intérieur des pays ainsi d'une accentuation des défis sécuritaires.

Les prochaines décennies vont être modelées par des dynamiques, qui induisent un certain nombre de pressions supplémentaires s'exerçant sur la marche du monde :

- **Une démographie encore explosive** : la population mondiale se situera entre 8,5 et 9,5 milliards d'habitants en 2040, sera âgée et vieillira dans les pays à revenu faible et moyen ; la majorité étant située autour de la mer de Chine méridionale. Cette croissance démographique mondiale encore forte jusqu'en 2050 conduira à une demande accrue de ressources, d'emplois, de logements, de prestations d'éducation, de santé, de mobilité, ... La population mondiale et la demande matérielle en 2040 nécessiteront 2,3 planètes si les tendances se poursuivent. Dans cette hypothèse, les risques en matière de sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique des humains pourraient s'intensifier, en accroissant les migrations et les conflits et réduisant considérablement le capital naturel.
- **Un environnement naturel en souffrance**, dû au changement climatique et à la dégradation de la biosphère : en 2023, 6 frontières planétaires sur 9 ont été atteintes (changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbation des cycles biogéochimiques, introduction d'entités nouvelles dans la biosphère, changement d'usage des sols, utilisation et cycle de l'eau douce) et une 7<sup>ème</sup> est proche de la limite de sécurité (acidification des océans).
- **Les limites du modèle économique mondial fondé sur un capitalisme libéral** : elles se manifestent, notamment, à travers la difficile adaptation du système financier mondial, depuis 2008, aux diverses situations conjoncturelles (Covid-19, guerre en Ukraine, flambée des prix de l'énergie et inflation, accroissement des coûts de retraite et de santé d'une population vieillissante, vraisemblable future crise de la dette consécutive à la création de la « monnaie hélicoptère »).

L'endettement devient un phénomène mondial, qui touche aussi bien les étudiants, les ménages, les migrants que les pays, qu'ils soient du Nord ou du Sud. Le ralentissement soutenu de l'économie internationale (*slowbalisation*), les phénomènes inflationnistes, qui se sont récemment développés et l'impact croissant des catastrophes naturelles sur le patrimoine des ménages contribuent à faire de cette dette une véritable bombe à retardement. Parallèlement, la bascule de la centralité économique vers l'Asie se poursuit.

- **La substitution Homme-machine (robots, IA) s'amplifie**, conformément à la tendance multimillénaire à l'externalisation de la pénibilité (animaux, esclaves, machines) : la transmission civilisationnelle, orale puis écrite, devient audiovisuelle, accélérant l'œuvre de communication universelle. La dématérialisation continue (métavers, réalité virtuelle, digitalisation), favorisant une hyperconnexion mondiale (noosphère) mais aussi la difficulté de plus en plus de maîtriser ce qui nous entoure (information, algorithmes, accès).
- **Les changements profonds dans les valeurs culturelles**, qui se traduisent par l'éloignement progressif des valeurs dominantes de l'occident et la montée d'autres valeurs.
- **La montée de la violence**, qui pourrait être amplifiée par les évolutions sociétales et par les nouvelles formes de gouvernance et les nouveaux instruments de pouvoir si ces trois facteurs de changement n'étaient pas gérés.

Dans un monde volatile, incertain, complexe et artificiel, les principales ruptures qui pourraient changer la donne à l'échelle mondiale sont les suivantes :

- **Le passage de la valeur matérielle aux valeurs immatérielles**, motivé par l'impasse dans laquelle se trouve le système socio-économique international existant qui repose sur un concept de la valeur qui ne sert qu'à accroître la "marchandisation" de l'ensemble des activités humaines.
- **La revalorisation de l'humain** afin de remédier à l'affaiblissement de la cohésion sociale, aux inégalités accrues, au mal-être des individus et au risque d'un monde futur sans emplois, résultant de l'automation grandissante et du déploiement des capacités dans des champs toujours plus vastes de l'intelligence artificielle et, plus largement, de la robotique matérielle et virtuelle.
- **La fin de l'économie de prédation** sur laquelle repose le modèle économique dominant puisque l'Anthropocène a profondément altéré la capacité de la planète à satisfaire les besoins de l'humanité.

L'exploitation irraisonnée de la nature par l'Homme a conduit à trois grands bouleversements qui vont marquer le 21<sup>ème</sup> siècle : un changement climatique de grande magnitude, la raréfaction des ressources naturelles et les déséquilibres associés comme la désertification. La fin d'un système de production, fondé sur l'acquisition peu coûteuse des ressources du Sud par le Nord, est la condition nécessaire pour enrayer l'économie de la prédation.

- **L'émergence rapide de technologies disruptives**, qui constitue l'un des traits caractéristiques de "l'exponentialité" des évolutions et qui accroît les inégalités : la transition énergétique vers une économie post-carbone, la fabrication additive, la robotique connectée physique et virtuelle ou, encore, les technologies de la dématérialisation sont autant de ruptures qui nécessitent un accompagnement par la puissance publique.

Pour que les ruptures précitées puissent se concrétiser, il est fondamental d'évoluer vers un nouvel ordre mondial et de repenser de fond en comble la gouvernance mondiale dont les jalons ont été jetés au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. De plus, avec les évolutions technologiques et les nouveaux enjeux sociétaux, des domaines spécifiques émergent ou voient leur besoin de gouvernance renforcé.

Dans trois domaines-clés, la nécessité d'une gouvernance adaptée devient de plus en plus critique :

- **La gouvernance de la planète** où un nouveau nexus s'impose désormais : climat – ressources naturelles – énergie.
- **La gouvernance de la noosphère**, en accordant une attention particulière à la gestion de l'information et des médias sociaux afin de lutter contre la désinformation et *les fake news*, de sécuriser les données personnelles et d'assurer la stabilité démocratique des pays, menacée par des campagnes de désinformation ou par des puissances tierces, qui interfèrent dans les affaires politiques.
- **La gouvernance du virtuel**, un monde parallèle au nôtre, qui a commencé à émerger et dont les effets sur le monde physique sont bien réels. Plusieurs aspects font déjà l'objet de réflexions relatives à une telle gouvernance, qui reste encore à concevoir : Il s'agit de l'Intelligence Artificielle intégrée, de la Cybersécurité et de la Blockchain.

Le monde futur sera globalisé, ce qui explique que les nouveaux besoins en termes de gouvernance se situent d'emblée à l'échelle de la planète. Ils sont aussi de plus en plus intangibles, ce qui correspond au degré de développement d'une civilisation actuelle technologique, scientifique et communicante. Enfin, le recentrage progressif sur l'humain au sein de cette civilisation mondiale rend impératif le besoin de disposer d'une gouvernance éthique.

Quels leaders pourront-ils demain construire et exercer une telle gouvernance ?

## 2. L'Afrique dans un contexte mondial multi-crisis

L'Afrique devrait saisir les opportunités nées d'un monde multi-crisis, particulièrement, de la crise sanitaire pour opérer un changement radical de direction et repenser son devenir : promouvoir un développement indépendant, réellement africain et œuvrer, collectivement, pour mettre en avant une Afrique bâtie et célébrée par et pour les Africains.

Outre le développement des infrastructures, l'accent devrait être mis sur la satisfaction des besoins prioritaires de l'Homme. Cela passe par la réussite des transitions en cours sur le continent sur les plans économique, écologique, énergétique et digital.

L'Afrique devrait s'emparer des leviers du changement, ouvrant l'accès au monde de demain :

- **La transition économique** en renforçant les capacités productives et en promouvant la substitution aux importations, en entreprenant une remontée dans les chaînes de valeur internationales de biens et de services, en édifiant des chaînes de valeur africaines pour répondre aux nouveaux paradigmes de "souveraineté économique", de "durabilité" et "d'inclusivité", en faisant le pari de l'industrie du futur, basée simultanément sur la digitalisation avancée et la soutenabilité environnementale et en réduisant la dépendance du continent vis-à-vis de l'extérieur en ressources stratégiques.
- **La transition écologique** en définissant une politique commune de décarbonation de l'économie, en mettant en œuvre des politiques de résilience et d'adaptation au réchauffement climatique et en promouvant l'approche Nexus pour traiter les enjeux actuels – à la fois économiques, environnementaux, sociétaux et humains – de manière synergétique.

- **La transition énergétique** en arrêtant les dégradations générées par les systèmes énergétiques actuels, eu égard à la part élevée de la biomasse dans le mix énergétique (près de 50% en 2020 selon l'Agence Internationale de l'Energie), en accélérant l'électrification de l'Afrique et en exploitant le potentiel important des énergies renouvelables. Sans énergie, le développement de l'Afrique ne peut pas avoir lieu.
- **La transition digitale** en libérant l'accès à internet, tout en luttant contre la cybercriminalité et en allant au-delà de l'économie numérique pour dynamiser la croissance africaine de manière inclusive et durable.

Outre la réussite de ces différentes transitions, il est primordial d'opérer trois grandes ruptures :

- **La mutualisation des ressources à l'échelle du continent**, qui pourrait s'avérer, à la fois, un accélérateur de développement et un ressort de l'autonomie, plus particulièrement sur les plans financier et alimentaire.
- **Le développement de l'économie bleue**, qui pourrait constituer une source de richesse capitale et catapulte le continent sur la voie du développement durable.
- **Le renforcement de la position de l'Afrique sur l'échiquier mondial**, en manifestant l'engagement du continent en faveur d'un multilatéralisme solidaire, équitable, cohérent et flexible, en poursuivant l'action internationale en matière du climat et en montrant l'Afrique comme une force de proposition.

### 3. L'évolution démocratique au Maroc et l'édification de l'Etat social

Dans un monde multi-crisis, le Maroc a toujours choisi la voie des réformes structurelles, sous la conduite éclairée de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, que Dieu l'Assiste.

Après la réforme du Code de la famille, en 2004, une grande avancée en termes de consolidation des droits des femmes et d'instauration de la parité homme-femme, après le lancement la même année de la réforme visant la maîtrise du champs religieux et la lutte contre l'obscurantisme, le Maroc a mis en œuvre, en 2005, l'Initiative Nationale de Développement Humain, une réforme pionnière en matière de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité. Il a entamé la réalisation, en 2010, du chantier de la régionalisation avancée.



Le Royaume a adopté, en juillet 2011, une nouvelle Constitution ayant parmi ses apports une définition précise de l'identité marocaine avec toutes ses composantes, la défense des Droits de l'Homme comme reconnus internationalement, la constitutionnalisation des instances de bonne gouvernance, l'érection de la justice en pouvoir indépendant, l'officialisation de la langue amazighe, la définition des rôles de la société civile, ...

Les réformes les plus récentes concernent la mise en place des bases de l'Etat social avec la généralisation fin 2025 de la protection sociale de la population marocaine, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la refonte du secteur de la santé, ...

Enfin, la révision en cours du Code de la famille est censée être menée « en parfaite concordance avec les desseins ultimes de la Loi islamique (Charia) et les spécificités de la société marocaine » conformément aux Orientations Royales.